



Palaiseau Socialiste

Février 2006

Le
journal
des
socialistes
de Palaiseau

15 mois pour mettre fin à la période d'essai de la droite !

Edito

En 2006, préparons l'alternative de 2007 !

Les socialistes palaisiens ne dérogent pas à la règle en vous souhaitant à vous et à vos proches une bonne année pour 2006. Mais nous souhaitons anticiper sur nos vœux pour 2007 pour souhaiter à l'ensemble des français un nouvel espoir, une nouvelle ère contre le libéralisme.

Depuis 2002, la droite casse tout. Elle a entrepris un travail de destruction systématique des grands acquis sociaux. Retraites la première année, assurance maladie la seconde, code du travail la troisième et chaque année le service public a fait les frais des choix idéologiques des gouvernements Raffarin et Villepin...

Le bulletin de vote reste l'instrument du changement, le moyen de renverser la donne, de briser la fatalité. Les socialistes en 2006 prouveront que celui-ci sera utile en 2007 pour une nouvelle donne sociale !

UN DROIT A LA PRECARITE POUR TOUS ?

Deux principes guident aujourd'hui le gouvernement : toujours moins de droits pour les salariés, et plus d'avantages sans contrepartie pour les entreprises.

Leurs projet ne sont jamais soumis à aucune concertation avec les organisations syndicales, qui, à l'unanimité, les rejettent en bloc. C'est une nouvelle fois le cas avec le «contrat première embauche».

Le Contrat Nouvelle Embauche, mis en place l'été dernier par ordonnance, est étendu à tous les jeunes de moins de 26 ans, quelle que soit la taille de l'entreprise. Villepin entend généraliser cette forme contractuelle pour tous les nouveaux embauchés de moins de 26 ans, et met ainsi sciemment en œuvre un mouvement qu'il veut inéluctable pour institutionnaliser une précarité totale pendant les deux premières années de la conclusion des contrats de travail.

Les salariés, et notamment les jeunes, seront progressivement totalement soumis au bon vouloir de leur employeur. La droite est donc en train de généraliser un droit du travail aux termes duquel les salariés, pendant deux ans, ne sauront jamais le soir en quittant leur travail s'ils le retrouveront le lendemain. Cette situation est bien plus fragile encore que celle correspondant à un CDD conclu pour deux ans, dès lors que l'employeur qui recourt au CDD ne peut pas rompre le contrat pendant la période prévue sauf pour faute grave.

L'objectif du gouvernement est d'instituer à terme la précarité généralisée : la période d'essai de deux ans sera dans le droit commun du contrat de travail.

Comme pour le CNE, Villepin tente de faire croire qu'en contrepartie de cette flexibilité accrue pour les entreprises, de nouvelles garanties seront accordées aux salariés. Est en effet annoncée une allocation forfaitaire en plus de l'indemnité de rupture en cas de rupture du contrat après quatre mois d'exécution, et une prise en compte de stages, CDD ou autres formations en alternance dans la même entreprise pour le calcul des 24 mois de présence. Ces précautions, qui restent volontairement imprécises, ne sont absolument pas de nature à compenser l'extrême précarité qu'entraînera ce nouveau dispositif.

Les exonérations de cotisations patronales octroyées pendant trois ans pour l'embauche d'un salarié de moins de 26 ans seront également accordées en cas de signature d'un CNE ou d'un CPE. Le gouvernement offre donc aux employeurs la possibilité de bénéficier à la fois du droit de rompre le contrat à tout moment sans motif pendant deux ans et des exonérations de cotisations patronales sur ce même contrat pendant trois ans.

Il s'agit lors d'un dispositif totalement déséquilibré, gagnant-gagnant pour les entreprises et perdant-perdant pour les salariés et la collectivité.



PRECARITE !

Un vrai Cinéma pour Palaiseau !

Le cinéma de Palaiseau est fermé à cause des défaillances de la gestion de son exploitant : il ne pouvait plus faire face à ses engagements du plan de redressement. L'état dans lequel il a laissé le cinéma nécessite entre 500 000 et un million d'euros de travaux avant réouverture. Cela témoigne de la déchéance à laquelle il était parvenu. La procédure de liquidation judiciaire est toujours en cours.

Un cinéma de banlieue ne peut vivre que si il propose une programmation pour tous, un accueil de qualité et s'ouvre sur la ville.

C'est le nouveau pari de l'équipe municipale pour refaire du cinéma de Palaiseau un lieu de loisirs et de culture ouvert à tous. Ainsi le Conseil Municipal du 19 janvier dernier s'est prononcé sur l'ouverture d'une procédure de délégation de service public. Au mois de mars/avril, la Ville recevra les candidatures des professionnels. Ensuite les délais légaux et les travaux que le délégataire devra assumer permettront une réouverture. Celle-ci ne pourra certainement pas arriver avant le début de l'an prochain.

La volonté des élus est de rouvrir le cinéma pour tous avec toutes les garanties de sa survie.

Opération d'Intérêt National sur le Plateau de Saclay

Le gouvernement a décidé de lancer une Opération d'Intérêt National sur un secteur regroupant Massy-Palaiseau-Saclay-St Quentin en Yvelines.

Pour l'instant, le Premier Ministre De Villepin n'a pas donné de contenu à ce projet. Aussi la vigilance est de mise ! Les élus des communes du Plateau de Saclay ont déjà fait savoir qu'ils n'entendaient pas être relégués au rang de spectateurs des projets gouvernementaux. D'autant que la CAPS notamment a déjà des projets pour le Plateau de valorisation du pôle scientifique tout en préservant plus de 2 000 hectares de terres agricoles.

L'Etat ne doit pas passer en force contre les élus et les habitants !

Par ailleurs, il faudra que l'Etat s'engage financièrement. Et notamment sur les infrastructures de transports !

On ne peut lancer des idées en laissant la charge aux collectivités. Sur ce point on ne peut que douter des intentions de la droite au vu des derniers transferts de charges sans compensation financière de la décentralisation Raffarin !

Directeur de la publication : Yannick GUILLEMAUD

Ce journal est entièrement financé par les militants socialistes.

Les échéances électorales se rapprochant, la droite UMP-UDF de Palaiseau cherche de plus en plus, par petites touches, quelquefois de façon assez anonymes, de montrer qu'elle existe dans notre Ville.

Les socialistes de Palaiseau ont donc enquêtés pour vous, pour essayer de chercher la cohérence des (in)actions de la droite locale et répondre aux questions : Quelle unité pour la droite palaisienne ? Et, éventuellement, quelles idées pour Palaiseau ?

Ne pas trop parler du national...

Le premier problème (de taille) pour elle est de se démarquer de ce que fait la droite au niveau national.

* L'UMP Palaiseau est prise dans ses contradictions. Ainsi, l'UMP soutient le Ministre Borloo lorsqu'il veut construire des logements en Ile de France, mais les refuse lorsqu'il s'agit d'en faire à Palaiseau pour répondre aux besoins des maïs-logés. Idem pour la Recherche. Le gouvernement annonce le développement du Pôle Scientifique sur le Plateau de Saclay mais l'UMP est contre l'aménagement du quartier Ouest de Polytechnique... qu'elle avait pourtant mis en Zone d'Aménagement Différé lorsqu'elle dirigeait la Mairie. On a le tourneur !

* L'UDF cherche à faire oublier ses années de mise à l'écart par l'UMP en se réorganisant. Ainsi, on a vu arriver le chef de cabinet du Maire UDF de Massy sur Palaiseau. Il déploie depuis une activité débordante. Mais là encore que faire des contradictions. L'UDF veut sa place à l'intérieur de l'opposition municipale...mais combat le gouvernement. On est au bord de la Schizophrénie ! Idem pour le PLU de Palaiseau. L'UDF est contre l'aménagement du Plateau palaisien mais ne dit rien sur les milliers de logements qui se construisent sur Massy. On ne mange pas la main qui vous nourrit ! Rien non plus sur la volonté du Maire de Massy de se couper de Palaiseau en ne rejoignant pas la CAPS. Massicoise le jour, Palaisienne la nuit, l'UDF a du souci.

Ne pas être crédible en Conseil municipal...

Depuis 2001, la droite au Conseil municipal pose des questions mais n'apporte jamais de réponses. Toujours dans l'autojustification de sa lamentable gestion qui a mis la ville au bord du gouffre financier, elle est dans l'incapacité de présenter des propositions. La seule fois où elle s'est risquée à émettre un avis ce fut pour proposer une augmentation de la fiscalité locale. Proposition vite démentie malgré les témoins et les procès-verbaux. Le seul angle d'attaque contre la ville reste donc l'attaque personnelle contre le Maire. Un peu faible.

Empêtrée dans ses divisions !

Il faut dire que la droite palaisienne a des soucis de " leadership ".

Le chef de l'opposition au Conseil, M. Vidal, se voit concurrencé par le retour de la parachutée des dernières législatives. Mme C. (nous tirons son nom pour ne pas incommoder M. Vidal) revient car les élections approchent. Logée dans une boîte postale, elle vient de s'arroger par voie de tract le bénéfice de toutes les réalisations... de la gauche à la Région ou au département. Renovations de lycées, mur antiruit, infrastructures sportives, aménagement du RER B, elle a tout fait. Elle a même financé la création d'un parc décidé par la municipalité de gauche. Dans son élan, elle n'hésite même pas à inventer un lycée Raymond Poincaré à Palaiseau. Quant à l'UDF, elle essaie de se faire une place dans cette bataille de chiffonniers. Elle vient de sortir un site internet...apolitique qui distribue des bons et des mauvais points à la politique municipale.

RESULTATS DE L'ENQUETE : La droite existe à Palaiseau mais n'a toujours rien à dire de sérieux !

Ce spectacle affligeant pourrait être risible s'il ne s'agissait pas de l'avenir de la ville. Etre élu local, c'est proposer un avenir à ses habitants. C'est faire des propositions cohérentes. C'est répondre aux enjeux de la ville : intercommunalité, prix du foncier, protection de l'environnement, vieillissement de la population, fermetures de classe, perte de la mixité sociale, etc. Pas vouloir le pouvoir pour le pouvoir.

Face à l'atonie de la droite palaisienne, les élus de la majorité de gauche et associative oeuvrent depuis cinq ans pour les intérêts des palaisiens. Les petites gestulations politiques de l'UMP, de l'UDF ou des parachutés redécouvrant l'Essonne avant chaque élection n'entraînent pas le cap fixé par l'équipe municipale depuis 2001 : faire de Palaiseau une ville où le plaisir de ville se partage !

Contactez-nous !

Nom : Prénom :

Adresse : Téléphone :

Je souhaite adhérer au Parti Socialiste

Je souhaite prendre contact avec le Parti Socialiste

A retourner ou à déposer au : Parti Socialiste - 109, rue de Paris 91120 Palaiseau

Tél. : 01 60 14 98 23 - E-mail : parti-socialiste.palaiseau@wanadoo.fr